

ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME

Nouvelles de la Section des Archives et des Droits de l'Homme

Lauréat du Premier prix International des Droits de l'Homme de l'Association d'Espagne pour les Droits de l'Homme

Numéro 138, Juin 2021

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson

Commentaires

Qu'est-ce que le consentement éclairé ? De nombreuses personnes, peut-être la plupart d'entre nous, cliquent régulièrement sur "accepter" lorsqu'elles sont confrontées à un site Web qui nécessite la reconnaissance de nos données d'utilisateur pour accéder au site. De même, il se peut que nous ne lisions pas toutes les informations sur un contrat de location de voiture ou le bail d'un appartement, mais nous signons quand même. Nous consentons, et le dossier montre que nous étions bien informés.

La compréhension traditionnelle du consentement éclairé concernait les pratiques médicales. Un patient serait invité à consentir à une procédure médicale seulement après avoir été informé de toutes les conséquences possibles de la prise du médicament ou de la procédure et le consentement éclairé serait enregistré dans le dossier médical du patient. Aujourd'hui, l'application du concept de consentement éclairé s'est considérablement élargie. Quelques exemples:

*Dans son premier rapport mondial sur l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans les soins de santé, l'Organisation mondiale de la santé a publié 6 principes directeurs, affirmant que l'IA "est très prometteuse pour améliorer la prestation des soins de santé et de la médecine dans le monde, mais seulement si l'éthique et l'humain les droits sont mis au cœur de sa conception, de son déploiement et de son utilisation". Le premier principe stipule que "les patients doivent donner un consentement éclairé et valable par le biais de cadres juridiques appropriés pour la protection des données".

<https://www.who.int/news/item/28-06-2021-who-issues-first-global-report-on-ai-in-health-and-six-guiding-principles-for-its-design-and-use>

* La Cour interaméricaine des droits de l'homme a jugé que l'Équateur avait violé les droits d'Eduardo Guachala Cimbo, "une personne handicapée qui souffrait d'épilepsie" qui a disparu d'un hôpital en 2004. Dans un procès intenté par sa mère, qui avait signé son "autorisation d'incarcération", la Cour a conclu qu'il n'avait pas donné son consentement éclairé à son traitement et, en outre, "que l'utilisation du handicap de la victime pour faire valoir que son consentement éclairé n'était pas nécessaire pour son incarcération et sa médication, et le manque d'accès aux médicaments nécessaires, équivalait à une discrimination fondée sur le handicap".

https://www.corteidh.or.cr/docs/comunicados/cp_36_2021_eng.pdf

*En décembre 2020, la Haute Cour d'Angleterre et du Pays de Galles a statué qu'il était peu probable qu'une personne de moins de 16 ans puisse consentir de manière significative à la prise d'hormone anti-puberté pour favoriser le développement des caractéristiques physiques du sexe opposé. <https://www.economist.com/science-and-technology/2021/05/13/doubts-are-growing-about-therapy-for-gender-dysphoric-children>

*Dans un seul des nombreux cas où un médecin a utilisé son propre sperme pour inséminer une femme recevant des traitements de fertilité, une femme, à laquelle son fils a dit que le sperme utilisé n'était pas celui de son mari, a déclaré qu'elle "n'a certainement jamais consenti à ce que le sperme de quelqu'un d'autre soit utilisé". Grâce à des tests ADN, la sœur du fils a découvert qu'elle avait été conçue de la même façon. La famille du médecin, de confession différente de celle de la mère, n'a pas reconnu les demi-frères et sœurs. <https://www.desmoinesregister.com/story/life/2021/05/14/iowa-fertility-doctor-used-own-sperm-donor-fraud-artificial-insemination/5075444001/>

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a été vivement critiqué par *Human Rights Watch*, qui a déclaré que le HCR “avait collecté et partagé de manière inappropriée des informations personnelles sur les réfugiés ethniques Rohingyas avec le Bangladesh, qui les a partagées avec le Myanmar pour vérifier les personnes en vue d'un éventuel rapatriement”. Le HCR a répondu, expliquant que lors de l'enregistrement au Bangladesh, “il a été demandé aux réfugiés séparément et expressément s'ils consentaient à ce que leurs données soient partagées avec le gouvernement du Myanmar par le gouvernement du Bangladesh. . . les réfugiés étaient libres de refuser le partage des données ... Le consentement de chaque famille a été confirmé au moins deux fois et les signatures de consentement n'ont été obtenues qu'à la suite de cette double confirmation”.

<https://www.hrw.org/news/2021/06/15/un-shared-rohingya-data-without-informed-consent#>; <https://www.unhcr.org/en-us/news/press/2021/6/60c85a7b4/news-comment-statement-refugee-registration-data-collection-bangladesh.html>

*YHRD est la plus grande base de données au monde contenant des profils de chromosome Y d'hommes du monde entier. Les médecins légistes l'utilisent pour comparer l'ADN de matériel humain collecté sur une scène de crime avec les profils qui y sont stockés. YHRD a été critiqué par certains généticiens, qui pensent que “des milliers de profils qu'il détient ont été obtenus d'hommes qui n'ont probablement pas donné leur consentement libre et éclairé”, y compris “de populations ethniques minoritaires telles que les Ouïghours en Chine et les Roms en Europe de l'Est”.

<https://www.nature.com/articles/d41586-021-01584-w>

Alors, comment pensons-nous aux records de notre consentement éclairé lorsque les données nous concernant peuvent se répandre si largement à notre insu ? Est-ce différent s'il s'agit d'une relation individuelle, comme un patient avec un médecin et que les dossiers du patient restent dans l'établissement médical où le patient est traité, à partir des données du chromosome Y dans une base de données partagée dans le monde entier, ce qui rend la famille liens possibles mais aussi identifier d'éventuels auteurs de crimes ?

Dans tous les cas, il est essentiel de conserver les records de consentement. Qui est responsable? Les établissements médicaux tiennent des records du consentement éclairé des patients, et les patients doivent également recevoir une copie de l'accord. Pour le consentement auto-soumis, comme pour l'autorisation d'accéder à un site Web ou de publier des informations sur les réseaux sociaux ou de louer une voiture, l'hôte institutionnel du site Web et la personne sont responsables. C'est plus compliqué lorsque trois parties sont impliquées : la personne, l'entité qui a recueilli le consentement initial et l'entité qui détient désormais des données qu'elle n'a pas recueillies à l'origine. Le tiers, qu'il s'agisse du Bangladesh ou des gestionnaires de la base de données du YHRD, devrait-il conserver une copie des records du consentement éclairé ou cette responsabilité incombe-t-elle uniquement au fournisseur d'informations ? Est-ce important si ce fournisseur à un tiers est un État (vraisemblablement la Chine pour le matériel ouïghour) ou une institution médicale ou autre non gouvernementale ? Nous devons tous comprendre qui est responsable des archives de notre consentement éclairé.

Nouvelles SADH. Graham Dominy, ancien archiviste d'Afrique du Sud, donnera une conférence le 3 août à 16h00, heure d'Europe occidentale. Il discutera des “Défis concurrents : intérêts concurrents dans l'archivage et l'accès aux dossiers de la Commission de vérité et réconciliation de l'Afrique du Sud”. Sur Zoom, en anglais uniquement. Pour s'enregistrer: <https://tinyurl.com/yfzzjdvw>

Nouvelles Internationales.

Cour de justice européenne. La Cour a jugé que l'Allemagne dépassait “systématiquement et constamment” les limites annuelles d'oxyde d'azote dans ses grandes villes dans 29% des régions allemandes entre 2010 et 2016, a rapporté *EurActiv*. L'Agence fédérale allemande pour l'environnement a confirmé en mai que ses données montrent que “la principale source d'oxydes d'azote dans les villes allemandes est le trafic routier, en particulier les véhicules diesel”. La Commission européenne, qui a porté plainte, a estimé “qu'environ 400 000 personnes meurent prématurément chaque année dans l'UE à

cause des polluants dans l'air". https://www.eurasiareview.com/04062021-eu-court-convicts-germany-for-breaching-air-quality-law/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) et Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). La CIDH a publié, en collaboration avec le HCR, un “guide pratique sur la façon de protéger plus efficacement l'unité familiale et la réunification dans les contextes de mobilité humaine et de mouvement mixte pendant la pandémie de COVID-19 en cours”. Parmi les recommandations : “Faire de la résolution des cas de séparation familiale prolongée une priorité, y compris le recours à des groupes de travail et le recoupement des bases de données pour promouvoir le regroupement familial” ; “Promouvoir la création et le renforcement de mécanismes d'identification dans les zones frontalières, ainsi que des procédures locales d'enregistrement des cas et de demande d'orientation, en coordination avec les agences de contrôle” ; “Créer et maintenir à jour des bases de données nationales et régionales pour permettre l'identification rapide des enfants séparés pendant les procédures de migration, d'asile ou de protection. Ces bases de données doivent être soumises aux obligations internationales de protection des données et ne peuvent, en aucun cas, être utilisées pour ouvrir des enquêtes contre des personnes dans le cadre de la mobilité ou dans le cadre de mécanismes de sécurité aux frontières ou de contrôles migratoires externalisés”.

http://www.oas.org/en/iachr/reports/pdfs/guia_practica_migracion_ing.pdf

Cour interaméricaine des droits de l'homme. Dans ce que le *Guardian* a appelé “une décision historique pour les droits des transgenres”, la Cour a statué non seulement que le gouvernement du Honduras était responsable du meurtre en 2009 d'une femme transgenre, Vicky Herandez, mais a également statué “que l'État doit permettre aux gens de modifier leur genre identitaire sur les documents d'identification et les records publics”. <https://www.theguardian.com/global-development/2021/jun/29/honduran-state-responsible-for-trans-womans-court>; pour la décision https://www.corteidh.or.cr/comunicados_prensa.cfm?lang=en&n=717

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Dans un “document confidentiel distribué aux pays membres et consulté par *l'Associated Press*”, l'AIEA a déclaré “n'a pas eu accès aux données de ses moniteurs d'enrichissement en ligne et de ses sceaux électroniques, ni aux enregistrements de mesure enregistrés par ses appareils de mesure installés” depuis le 23 février “quand la République islamique a commencé à restreindre les inspections internationales de ses installations”. Toutes les données sont “importantes pour surveiller le programme nucléaire iranien”. https://apnews.com/article/united-nations-donald-trump-europe-middle-east-iran-e702e747ed9b21390103bebe51a0206f?utm_source=Sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=June1_MorningWire&utm_term=Morning%20Wire%20Subscribers

Cour pénale internationale. Le Bureau du Procureur a publié sa politique finale sur le patrimoine culturel ; les archives font désormais partie du patrimoine culturel. Dans un commentaire public, un membre du personnel du procureur a déclaré que le Bureau avait reçu 57 messages protestant contre l'omission des archives de la version précédente. Un grand merci à tous ceux qui ont écrit au Procureur. <https://www.icc-cpi.int/itemsDocuments/20210614-otp-policy-cultural-heritage-eng.pdf>

Organisation internationale du travail (OIT). Le rapport de l'OIT sur l'emploi et les perspectives sociales dans le monde : tendances 2021 indique que “par rapport à 2019, 108 millions de travailleurs supplémentaires dans le monde sont désormais modérément ou extrêmement pauvres, ce qui signifie que leurs familles doivent survivre avec moins de 3,20 \$ par personne et par jour”. Le directeur général de l'OIT a déclaré dans un communiqué: “La récupération après COVID-19 n'est pas seulement un problème de santé. Les graves dommages causés aux économies et aux sociétés doivent également être surmontés”. <https://www.commondreams.org/news/2021/06/02/un-labor-agency-finds-pandemic-pushed-over-100-million-workers-poverty?amp>; pour le rapport https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_795453.pdf

Organisation internationale du travail/UNICEF. Dans une déclaration conjointe, les agences ont déclaré que “le nombre d'enfants travailleurs est passé à 160 millions contre 152 millions en 2016, avec la plus forte augmentation en Afrique”, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Les données ont été recueillies avant la pandémie; le directeur exécutif de l'UNICEF a déclaré qu'en raison des “ blocages mondiaux, des fermetures d'écoles, des perturbations économiques et de la réduction des budgets nationaux, les familles sont obligées de faire des choix déchirants”. <https://news.trust.org/item/20210609225119-q9two/>

Mécanisme international résiduel pour les tribunaux pénaux. Le tribunal, successeur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, a publié deux conclusions clés. Premièrement, sa chambre d'appel a confirmé la condamnation de Ratko Mladic, l'ancien commandant militaire de l'armée des Serbes de Bosnie. Deuxièmement, la chambre de première instance a condamné Jovica Stanisic, l'ancien chef des services de sécurité de l'État serbe, et son subordonné Franko "Frenki" Simatovic pour avoir aidé et encouragé les crimes de guerre dans la ville bosniaque de Bosanski Samac, mais a déclaré qu'il n'y avait "pas suffisamment de preuves pour les condamner d'autres crimes dans d'autres villes et villages de Bosnie et de Croatie", a rapporté *Al Jazeera*. C'est la première fois qu'un fonctionnaire serbe est condamné par le tribunal pour des crimes commis dans les guerres des Balkans. Les deux parties ont le droit de faire appel. Iva Vukusic, historienne à l'Université d'Utrecht, a déclaré au *Guardian* à propos du procès Stanisic-Simatovic : "C'est la plus longue saga juridique à La Haye ... Elle s'est également déroulée, dans une large mesure, à huis clos, vraisemblablement la Serbie a fourni des documents, mais à condition qu'ils ne soient pas rendus publics. Maintenant, la question reste de savoir si ces documents seront un jour publics ?" <https://www.theguardian.com/law/2021/jun/29/serbian-secret-police-chiefs-face-verdict-over-atrocities-in-croatia-and-bosnia> ; <https://www.aljazeera.com/news/2021/6/30/un-court-to-pass-judgment-in-retrial-of-milosevic-aides>

UNESCO. De nouvelles directives Mémoire du monde ont été adoptées par le Conseil exécutif de l'UNESCO, avec plusieurs changements importants. Ils seront discutés lors d'un Forum politique mondial Mémoire du monde les 21 et 22 septembre, avant leur adoption finale par les États membres. Pour les directives, https://en.unesco.org/sites/default/files/mow_general_guidelines_en.pdf ; pour s'inscrire au Forum, qui se tiendra à la fois en virtuel et sur place, <https://en.unesco.org/node/319553/done?sid=342252&token=198507335af882d7dd8edc1d8a0932ba>

Nations Unies. Le rapport annuel du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés "a vérifié que 8 521 enfants ont été utilisés comme soldats l'année dernière, tandis que 2 674 autres enfants ont été tués et 5 748 blessés dans divers conflits" et des "violations" ont été commises sur près de 20 000 enfants dans 21 conflits, a rapporté Reuters. Il comprenait une "liste noire destinée à faire honte aux parties aux conflits dans l'espoir de les pousser à mettre en œuvre des mesures pour protéger les enfants". Un "groupe de personnes éminentes convoqué par la Watchlist sur les enfants et les conflits armés" a publié une réponse au rapport, affirmant que ses membres "sont profondément troublés" par le fait que la liste "n'a pas encore réussi à refléter avec précision les preuves mêmes documentées par les Nations Unies", citant des violations commises par les forces de sécurité israéliennes, la coalition dirigée par l'Arabie saoudite et les Émirats, des groupes en Colombie et les forces afghanes, congolaises et américaines. . <https://www.reuters.com/world/more-than-8500-children-used-soldiers-2020-un-2021-06-21/>; <https://www.passblue.com/wp-content/uploads/2021/06/statement-of-the-eminant-persons-group-on-the-secretary-generals-2021-annual-report.pdf>

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Le Haut-Commissaire a publié un rapport fort sur le racisme intitulé "Promotion et protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des Africains et des personnes d'ascendance africaine contre l'usage excessif de la force et d'autres violations des droits de l'homme par les forces de l'ordre". Il a présenté un "agenda vers un changement transformateur pour la justice raciale et l'égalité", qui comprenait "l'utilisation des données pour conduire et évaluer les réponses aux racismes systémiques et collecter et rendre publiques des données complètes ventilées par race ou origine ethnique, sexe, âge et d'autres facteurs, avec des garanties strictes et conformément au droit international des droits de l'homme, visant à analyser l'effet des lois et des politiques sur les Africains et les personnes d'ascendance africaine", et "Publier régulièrement des données, ventilées par race ou origine ethnique des victimes, sur des décès et des blessures graves par des responsables de l'application des lois et des poursuites et condamnations connexes, ainsi que des mesures disciplinaires". Lors de la rédaction du rapport, le HCDH a tenu des consultations en ligne avec plus de 340 personnes, examiné des documents accessibles au public fournis par diverses sources et "reçu des informations sur plus de 250 cas de décès d'Africains et de personnes d'ascendance africaine, dont au moins 190 ont été commis des responsables de l'application des lois", principalement en Europe et en Amérique du Nord et du Sud. <https://undocs.org/en/A/HRC/47/53>

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Le Haut Commissaire a publié un rapport sur les déplacements forcés dans le monde, affirmant que les données du HCR montraient “que les arrivées de nouveaux réfugiés et demandeurs d'asile étaient en forte baisse dans la plupart des régions - environ 1,5 million de personnes de moins que ce à quoi on aurait pu s'attendre dans des circonstances non liées au COVID, et reflétant combien de personnes cherchant une protection internationale en 2020 se sont retrouvées bloquées”. Néanmoins, “à fin de 2020, le nombre de personnes déplacées de force en raison de persécutions, de conflits, de violences, de violations des droits humains et d'événements perturbant gravement l'ordre public était passé à 82,4 millions, le nombre le plus élevé jamais enregistré selon les données disponibles”, presque 1 % de la population mondiale et plus du double il y a dix ans. Sur ce nombre, 26,4 millions étaient des réfugiés relevant du mandat du HCR et 5,7 millions de réfugiés palestiniens enregistrés auprès de l'UNRWA. <https://www.unhcr.org/60b638e37/unhcr-global-trends-2020>

Nouvelles du monde/générales.

Archives du monde des affaires. La *Wintawari Guruma Aboriginal Corporation* a déclaré à l'enquête parlementaire fédérale australienne sur la destruction de la gorge de Juukan par Rio Tinto qu'elle avait obtenu des documents montrant que “des matériaux récupérés dans un abri sous roche vieux de 18 999 ans utilisé par les Guruma de l'Est ont été accidentellement emportés à la pointe de Darwin en 1995”, a rapporté le *Guardian*. L'entreprise avait obtenu le droit d'exploiter sous plusieurs conditions, dont l'une était qu'elle protégerait les lieux de sépulture “et récupérerait des matériaux importants, qui seraient envoyés entre les États pour être collectés et “gardés” ”. À la fin du projet de récupération, les matériaux récupérés - “des notes, des papiers et des dossiers relatifs à tout ce qui avait été récupéré” - ont été détruits, provenant “d'au moins 20 des 28 sites qui ont été récupérés”. <https://www.theguardian.com/business/2021/jun/25/rio-tinto-accused-australian-indigenous-artefacts-dumped-rubbish>

Le Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme a publié un rapport fondé sur l'ensemble de données qu'il conserve sur “355 cas traités par des acteurs commerciaux qui portent la marque des SLAPP [poursuites stratégiques contre la participation du public] entre 2015 et 2021”. Les trois quarts des cas se trouvaient dans les pays du Sud et 65 % sont liés à des projets dans quatre secteurs : exploitation minière (108), agriculture et élevage (76), exploitation forestière et bois d'œuvre (20) et huile de palme (20). https://www.business-humanrights.org/en/big-issues/human-rights-defenders-civic-freedoms/strategic-lawsuits-against-public-participation/?utm_source=wu&utm_medium=wuemail&utm_campaign=SLAPPs&utm_content=email

RFI a rapporté que des juges d'instruction de l'unité française des crimes de guerre à Paris ont inculpé trois cadres de Nexa, une entreprise technologique, de “complicité d'actes de torture et de disparitions forcées” pour avoir vendu du matériel au régime égyptien d'Abdel Fattah al-Sisi. Les magistrats ont également accusé l'ancien chef de la société de technologie Amesys d'avoir vendu du matériel à l'ancien autocrate libyen Mouammar Kadhafi, ce qui a permis au gouvernement de Kadhafi “d'intercepter secrètement des messages Internet” et a autorisé “le traçage des messages ou des appels en temps réel”. <https://www.rfi.fr/en/france/20210622-french-executives-face-torture-charges-for-selling-spy-gear-to-libya-egypt-amesys-nexa-human-rights>

“Selon des fuites de documents du ministère de l'Intérieur et du ministère des Transports et des Communications du Myanmar” qui ont été fournis à *The Intercept* par l'ONG [organisation non gouvernementale] *Justice for Myanmar*, “l'armée et la police ont cherché à acheter une collection de technologies médico-légales et de surveillance auprès de Des entreprises américaines, chinoises, russes et européennes entre 2018 et 2021 qui pourraient extraire des données des smartphones, accéder aux conversations téléphoniques et surveiller les mouvements des personnes. La société suédoise MASB “a confirmé avoir vendu ses outils médico-légaux à la police du Myanmar en 2019”, mais à la suite du coup d'État de février 2021, elle a refusé de leur vendre plus de produits”. <https://theintercept.com/2021/06/14/myanmar-msab-eu-technology-regulation/>

La Cour suprême des États-Unis a déclaré que l'affaire Nestlé et Cargill pour le trafic de six enfants du Mali vers la Côte d'Ivoire pour récolter du cacao de force dans des conditions dangereuses ne répondait pas aux critères de poursuite aux États-Unis. La cour a dit que de tels cas “doivent toucher et concerner” le territoire des États-Unis, ce qui n'était pas démontré dans la demande, et a renvoyé l'affaire devant le

tribunal de première instance pour réexamen. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, janvier 2016. <http://iradvocates.org/press-release/nestle/us-supreme-court-dismisses-claims-against-nestle%C3%A9-and-cargill-and-remands-trial>

Deux cas de droits des travailleurs ont été résolus. Un juge brésilien a décidé que la société minière Vale devait payer 1 million de réals brésiliens aux familles de chaque travailleur tué lors de l'effondrement du barrage de Brumadinho à Vale, a rapporté *Prime Time Zone*. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, janvier 2020. Et en France, IKEA a été reconnu coupable d'espionnage de son personnel français, de “collecte et de stockage inappropriés de données sur ses employés” et même “d'avoir payé pour accéder aux fichiers de la police”, et condamné à payer une amende d'un million d'euros, a rapporté Reuters. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, décembre 2013. <https://primetimezone.com/world/justice-condemns-vale-to-pay-r-1-million-for-each-employee-killed-in-brumadinho-prime-time-zone/>; <https://www.reuters.com/business/retail-consumer/ikea-found-guilty-fined-12-mln-french-employee-spy-case-2021-06-15/>

La Cour suprême des États-Unis a rejeté l'appel de Johnson & Johnson d'une indemnité de 2,1 milliards de dollars à 22 femmes qui affirmaient avoir développé un cancer de l'ovaire après avoir utilisé la poudre pour bébé de l'entreprise. *AP* a rapporté que la société “a cessé de vendre son emblématique Johnson's Baby Powder à base de talc aux États-Unis et au Canada, bien qu'il reste sur le marché ailleurs”. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, mai 2020. <https://www.npr.org/2021/06/01/1002149828/supreme-court-johnson-johnson-talc-verdict-ovarian-cancer>

Records médicaux. Reportant dans *l'American Journal of Respiratory and Critical Care Medicine*, une équipe de recherche a déclaré que les enfants dont les mères avaient été exposées prénatales à la pollution par les particules ultrafines, telles que les gaz d'échappement des voitures, les processus industriels, la combustion de bois ou de charbon, et les avions décollant et atterrissant, présentaient un risque accru de recevoir un diagnostic d'asthme. Ils ont utilisé les dossiers de santé de 376 femmes et de leurs enfants dans la région de Boston aux États-Unis et les ont comparés aux données des moniteurs de particules atmosphériques au même endroit. https://www.statnews.com/2021/06/23/prenatal-exposure-to-ultra-fine-particles-increases-a-childs-risk-of-asthma-study-finds/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=1f75a4c3ff-MR_COPY_02&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-1f75a4c3ff-149736437

La *Food and Drug Administration* des États-Unis a annoncé le rappel d'un “texte d'antigène rapide” COVID-19 et a accusé le groupe médical Innova, qui effectue les tests, “de les distribuer sans approbation réglementaire et d'utiliser des données falsifiées qui gonflent leurs performances”, a rapporté *STAT*. https://www.statnews.com/2021/06/10/fda-accuses-company-of-distributing-unapproved-COVID-test-using-falsified-data/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=12c638d914-MR_COPY_02&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-12c638d914-149736437

Depuis avril, en vertu d'une disposition de la loi américaine sur les cures du 21e siècle, “les prestataires de soins de santé sont tenus de donner à tous leurs patients un accès électronique à la plupart des types de notes médicales”. *STAT* a rendu compte du déploiement de la loi sur l'accès et des défis rencontrés par les établissements médicaux. https://www.statnews.com/2021/06/18/clinicians-open-their-notes-to-patients-in-a-grand-experiment-in-medical-care/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=267a930a28-Weekend_Reads_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-267a930a28-149736437

Apple a annoncé qu'avec la mise à jour de ses smartphones iOS 15 cet automne, “certains utilisateurs d'iPhone pourront envoyer des données directement depuis leur application Santé aux systèmes de dossiers médicaux électroniques de leurs médecins”, a rapporté *The Verge*. Initialement, l'intégration fonctionnera avec six sociétés de dossiers médicaux électroniques aux États-Unis. <https://www.theverge.com/2021/6/9/22526024/apple-health-app-data-medical-record-iphone-doctor-access>

Migration. À la suite d'une action en justice, *Reveal* du *Center for Investigative Reporting* a obtenu des records locaux et fédéraux des forces de l'ordre et des tribunaux américains dans les cas où des enfants migrants dans des refuges gouvernementaux ont été remis aux forces de l'ordre locales. Après examen de 266 000 dossiers - “un pour chaque enfant qui a traversé le système de l'agence pour les réfugiés de fin 2014 à fin 2020” - plus quatre heures de séquences de caméras corporelles et “une demi-douzaine” d'enregistrements d'appels téléphoniques d'urgence, les enquêteurs ont découvert qu'au moins 84 enfants, âgés de 11 à 17 ans, ont été remis aux forces de l'ordre locales ; la plupart ont été “traités pour

délits” et après la libération de la garde à vue ont été transférés d'un refuge à un autre à travers les États-Unis. <https://revealnews.org/article/im-going-to-tase-this-kid-government-shelters-are-turning-refugee-children-over-to-police/>

Réparation. Le Centre International de Recherches sur les Esclavages et Post-Esclavages a lancé sa base de données « REPAIRS », fournissant des informations de base sur les indemnités et les réparations pour l'esclavage dans le monde. Myriam Cottias, la responsable du projet, a déclaré à justiceinfo.net que l'équipe souhaitait “créer une base de données à partir d'archives inexplorées et voir concrètement quelle indemnité, pour quel montant, était versée à qui ; pour voir comment il a été distribué et en savoir plus sur l'histoire de l'indemnité”. https://www.justiceinfo.net/en/79163-how-science-can-help-thinking-on-colonial-crimes-reparation.html?mc_cid=0c83f5bb2a&mc_eid=cae5f32aeb; for the database https://esclavages.cnrs.fr/cartographie/

Seconde Guerre Mondiale. *Asahi Shimbun* du Japon a rapporté qu'un chercheur travaillant aux Archives Nationales des États-Unis a découvert 2 documents déclassifiés qui disent que les restes brûlés de 7 criminels de guerre de classe A, y compris l'ancien premier ministre Kideki Tojo, avaient été dispersés dans l'Océan Pacifique à l'est de Yokohama. Le journal a dit que les documents “éclaircissent un mystère vieux de plusieurs décennies sur les restes et la disparition des restes”. <http://www.asahi.com/ajw/articles/14368165>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Argentine/Chili. Un Chilien, Walther Klug Rivera, “recherché pour des dizaines de meurtres commis pendant la dictature d'Augusto Pinochet”, a été arrêté à Buenos Aires, a rapporté *l'AFP*. Il avait été arrêté une première fois le 1er juin à l'aéroport pour “irrégularités dans son passeport” mais avait été libéré faute de mandat d'arrêt international à son encontre, alors qu'il avait été reconnu coupable et condamné au Chili à 10 ans de prison. Interpol a alors émis un mandat d'arrêt contre lui et il a été détenu. <https://www.macaubusiness.com/argentina-detains-chile-dictatorship-fugitive/?emci=139c4244-0bcd-eb11-a7ad-501ac57b8fa7&emdi=8efd52d3-0ccd-eb11-a7ad-501ac57b8fa7&ceid=4606001>

Arménie/Azerbaïdjan. Les ONG *International Partnership for Human Rights (IPHR)* et *Truth Hounds and Global Diligence LLP* ont publié un rapport conjoint sur les violations du droit humanitaire et des droits de l'homme pendant la guerre du Haut-Karabakh en 2020. Le directeur de l'IPHR a déclaré : “Notre enquêteur sur le terrain a trouvé des preuves que les forces azerbaïdjanaises ont torturé et exécuté des prisonniers de guerre et des civils arméniens captifs, et que les forces arméniennes/du Haut-Karabakh ont torturé des prisonniers de guerre azerbaïdjanais, exécuté des combattants blessés et mutilé les corps de soldats azerbaïdjanais morts”. Le rapport contient une section détaillée sur la méthodologie et la documentation utilisée. https://www.iphronline.org/wp-content/uploads/2021/06/NK_final_report_2021.pdf

Le ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères a annoncé : “[E]n échange de la fourniture à l'Azerbaïdjan de cartes de 97 000 mines antichars et antipersonnel dans la région d'Aghdan, 15 Arméniens détenus ont été remis à l'Arménie à la frontière azerbaïdjanano-géorgienne”, a signalé *Eurasianet* signalé. <https://eurasianet.org/armenia-and-azerbaijan-exchange-detainees-for-mine-maps>

Australie/Timor-Leste. Un ancien officier du renseignement australien (connu sous le nom de “Témoin K”), qui a parlé à l'avocat Bernard Collaery de l'espionnage australien du Timor-Leste lors des négociations sur le traité pétrolier et gazier, a plaidé coupable et a été condamné à trois mois de prison avec sursis pour “complot en vue de révéler informations”. Selon *ABC News*, les preuves contre le témoin K comprenaient sa lettre et 2 affidavits de 2012 à utiliser dans le procès du Timor-Leste contre l'Australie devant la Cour permanente d'arbitrage. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, septembre 2020. <https://www.abc.net.au/news/2021-06-18/act-witness-k-sentencing-hearing/100226438> ; <https://www.theguardian.com/australia-news/2021/jun/18/witness-k-should-be-shown-judicial-mercy-not-used-to-deter-others-court-told> ; <https://www.theguardian.com/global/commentisfree/2021/jun/18/australia-has-prosecuted-a-brave-individual-people-who-speak-up-keep-getting-arrested>

Guerre des Balkans. *BIRN* a lancé une “base de données complète et interactive des charniers des guerres des années 1990 dans l'ex-Yougoslavie, donnant un aperçu sans précédent des plus grandes opérations visant à dissimuler les crimes de guerre en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale”. Appelé “Bitter Land”, il a utilisé comme sources des rapports médico-légaux du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ... “des déclarations de témoignages devant les tribunaux et des

images satellite d'archives, ainsi que des documents, des documents de recherche, des témoignages et des images d'archives d'actualités provenant de différentes sources.” <https://balkaninsight.com/2021/06/03/birm-launches-database-of-mass-graves-from-yugoslav-wars/>.

République centrafricaine/Tchad. Après des affrontements frontaliers en mai qui ont fait 6 morts parmi les soldats tchadiens, les ministres des Affaires étrangères des pays se sont rencontrés et ont convenu de mettre en place une “commission d'enquête internationale indépendante” avec l'ONU, l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale pour clarifier “les circonstances dans lesquelles cette attaque a eu lieu”, a rapporté l'AFP. Les partenaires doivent décider qui conservera les archives officielles de la commission. <https://north-africa.com/2021/06/sahel-six-chad-soldiers-killed-at-border-with-central-african-republic/>

Chili/Suède. Sept rapporteurs spéciaux de l'ONU se sont déclarés “profondément préoccupés par l'impact dévastateur continu” sur les habitants d'Arica, au Chili, d'une décharge de déchets toxiques créée par la société suédoise Boliden Mineral AB qui a payé une société chilienne, Promel Ltda., pour recevoir les déchets en 1984-85. Ils ont noté qu’“au moment du premier envoi, la demande d'importation reçue par les autorités chiliennes indiquait à tort que les déchets n'étaient pas toxiques”, alors qu'en fait ils contenaient une teneur élevée en arsenic, mercure, cadmium et plomb, posant un problème de santé majeur et de risque de sécurité. <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27147&LangID=E>

République dominicaine/Haïti. *Fairtrade International*, l'organisation mondiale des agriculteurs et des travailleurs qui milite pour des prix plus justes, a créé une “feuille de route” pour permettre aux travailleurs migrants haïtiens des “organisations certifiées Fairtrade d'obtenir un statut juridique et d'accéder aux mêmes droits que ceux dont jouissent leurs collègues dominicains”. Les bananes sont la principale exportation de la République dominicaine et les Haïtiens traversent régulièrement la frontière pour travailler dans les plantations de bananes. La “régularisation” dominicaine des travailleurs migrants nécessite la présentation d'un acte de naissance, d'une carte d'identité et d'un passeport, et les permis de travail ne sont valables qu'un an. Fairtrade “rassemble et analyse des données pour obtenir une image précise et à jour de la main-d'œuvre existante dans le secteur de la banane » et travaille avec les deux pays pour “une régularisation et une documentation plus rapides et plus accessibles”, y compris un soutien aux travailleurs pour achever leurs “processus de régularisation”. https://files.fairtrade.net/publications/2021-05_Dom-Rep-migrant-workers-factsheet-v_FINAL.pdf

France/Mali. Une enquête conjointe menée par *The New Humanitarian* et *Der Spiegel* a confirmé qu’“au moins 25 civils de plus ont été tués par les forces françaises au Mali depuis 2013 que ce qui a été publiquement admis, sur la base de témoignages oculaires et de documents divulgués”. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, avril 2021. https://www.thenewhumanitarian.org/investigations/2021/6/16/uncovering-the-civilian-toll-of-france-anti-jihadist-war-in-Mali?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=77196ac0ff-EMAIL_CAMPAIGN_2021_06_18_Weekly&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-77196ac0ff-75545741

Japon/Corée du Sud. Le tribunal du district central de Séoul a déclaré que 85 Sud-Coréens qui étaient des travailleurs forcés au Japon pendant la période de domination coloniale japonaise de la Corée ne peuvent “revendiquer des droits légaux individuels à des dommages-intérêts au Japon », a rapporté *Yonhap*. La poursuite était contre 16 sociétés japonaises, dont Nippon Steel, Nissan Chemical Corporation et Mitsubishi ; cela contraste avec la décision de 2018 de la Cour suprême coréenne selon laquelle Nippon Steel devait verser une indemnité à 4 plaignants coréens pour le travail forcé en temps de guerre. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, octobre 2018. <https://en.yna.co.kr/view/AEN20210607005500315>

Amérique latine. *Americas Society*/Conseil des Amériques et l'ONG *Control Risks* ont publié la troisième édition de l'Indice de capacité à combattre la corruption. L'Uruguay a obtenu le score le plus élevé et le Venezuela le plus bas. Les scores sont fondés sur des données accessibles au public provenant d'institutions telles que *Freedom House* et la Banque mondiale et sur une enquête menée par *Control Risks* ; les données sont jugées par rapport à 14 variables. https://americasquarterly.org/wp-content/uploads/2021/06/CCC_Report_2021.pdf

Libéria/Suisse. Le Tribunal pénal fédéral suisse a reconnu le Libérien Alieu Kosiah coupable de 8 chefs de crimes de guerre, l'a condamné à 20 ans de prison et l'a condamné à verser 50 000 francs suisses aux 7 plaignants. Civitas Maxima, une ONG qui a poursuivi l'affaire, a déclaré : “Notamment, Kosiah a été reconnu coupable de viol, c'est la première fois qu'un individu est directement condamné pour des violences sexuelles commises pendant les guerres civiles libériennes”, alors qu'elles étaient généralisées. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, avril 2019. <https://civitas-maxima.org/2021/06/18/liberian-plaintiffs-make-swiss-and-liberian-legal-history/>

Mexique/États-Unis. À la suite d'une réunion entre le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador et la vice-présidente américaine Kamala Harris, Harris a annoncé que le département d'État américain, l'Agence pour le développement international et le ministère de la Justice “aideront la Commission nationale de recherche du Mexique à collecter, maintenir et analyser les registres des personnes disparues à travers le pays. Dans une prochaine étape, le FBI formera des experts en génétique sur un nouveau système pour suivre les informations médico-légales et améliorer la capacité”. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/06/08/fact-sheet-u-s-mexico-bilateral-cooperation-2/>

Guerres du Moyen-Orient. Le département américain de la Défense a publié un rapport indiquant qu'il avait tué 23 civils en Afghanistan, en Irak et en Somalie en 2020, a rapporté *The Intercept*. Cela contraste avec les données d'*Airwars*, un groupe de surveillance des frappes aériennes basé au Royaume-Uni, qui compte 102 décès de non-combattants dûs aux attaques américaines dans ces trois pays ainsi qu'en Syrie et au Yémen. Le président de l'ONG yéménite *Mwatana* pour les droits de l'homme a simplement déclaré que les “records des États-Unis ne sont pas dignes de confiance”. https://theintercept.com/2021/06/03/pentagon-civilian-casualties-report/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter

Moldavie/Russie. La Moldavie a commémoré les 80 ans de la première vague massive d'expulsions ordonnées par les autorités soviétiques. “Selon les papiers et documents officiels, 18 392 Moldaves ont été envoyés par train dans les goulags de Sibérie. Cependant, les chiffres officiels pourraient atteindre 30 000 personnes, selon certaines sources historiques”, a écrit *BIRN*. Avant la déportation du 13 juin 1941, “le NKVD soviétique local dressait des listes de personnes qui auraient travaillé avec les autorités roumaines et complotaient contre le régime soviétique”. Les déportations, en trois vagues entre 1941 et 1953, ont finalement déplacé plus de 100 000 Moldaves. <https://balkaninsight.com/2021/06/14/moldova-commemorates-80-years-since-soviet-deportations/>

Mozambique/Tanzanie. Un porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a déclaré que quelque 70 000 personnes avaient quitté la ville mozambicaine de Palma, certaines se déplaçant à l'intérieur et d'autres de l'autre côté de la frontière vers la Tanzanie. Selon les “autorités frontalières mozambicaines, plus de 9 600 d'entre eux ont été renvoyés de force” de Tanzanie depuis janvier, dont 900 ont été refoulés au Mozambique du 7 au 9 juin. Le HCR a déclaré : “Les personnes refoulées de Tanzanie se retrouvent dans une situation désastreuse à la frontière et sont exposées à la violence sexiste et aux risques pour la santé”. <https://www.unhcr.org/en-us/news/briefing/2021/6/60c312e94/insecurity-northern-mozambique-continues-forcibly-displace-thousands.html>

Arabie saoudite/Yémen. *Bellingcat*, les journalistes d'investigation et les ONG *Forensic Architecture*, *Yemeni Archive* et le Centre européen pour les droits constitutionnels et humains ont publié une plateforme de cartographie interactive qui trace des dizaines de frappes aériennes de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis qui ont eu lieu au Yémen depuis mars 2015, causant de graves préjudices. <https://yemen.forensic-architecture.org/>

États-Unis/Vietnam. Écrivant dans le *New York Times* à l'occasion du 50e anniversaire de la publication des *Pentagon Papers*, l'étude interne américaine sur les poursuites judiciaires de la guerre au Vietnam, le professeur Lien-Hang Nguyen a déclaré : “Alors que les historiens pourraient évaluer la trace écrite de Washington, l'équivalent vietnamien dans les archives historiques reste sous clé à ce jour ... Ainsi, dans une ironie historique, parce que le gouvernement de Hanoï ne déclassera pas son propre récit de la guerre, le récit officiel américain est beaucoup plus connu”. <https://historynewsnetwork.org/article/180567>

Nouvelles nationales.

Afghanistan. Les données du *South Asia Terrorism Portal* ont montré qu'au moins 10 membres du personnel médical et des vaccinateurs ont été tués entre le 1er avril et le 20 juin, a rapporté la *South Asia Intelligence Review*. Cela confirme le rapport annuel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, qui a déclaré que l'Afghanistan “a enregistré 615 incidents d'attaques contre des établissements et du personnel de santé” entre 2011 et le 31 mars 2021. “Les talibans s'opposent à la campagne de vaccination contre la polio depuis 2018, accusant les équipes de santé d'agir comme des espions”, rendant l'éradication de la polio difficile et la vaccination COVID-19 incertaine alors que les talibans étendent rapidement le territoire qu'ils contrôlent. <https://www.satp.org/south-asia-intelligence-review-Volume-19-No-52#assessment1>

Algérie. *Crisiswatch* a rapporté que l'ONG Comité national pour la libération des détenus (CNLD) a enregistré 261 “prisonniers d'opinion” au 21 juin, contre environ 200 fin mai et 66 à la mi-avril. <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>

Argentine. Le Tribunal Oral Fédéral 4 a condamné à perpétuité cinq anciens membres des services de renseignement de l'armée pour des actes commis il y a plus de 40 ans pendant la dictature militaire argentine, a rapporté *El Cohete a la Luna*. Après 12 ans d'enquêtes et un procès qui a duré 2 ans avec plus de 250 témoins, les juges ont reconnu les prévenus coupables d'enlèvements, de tortures, de disparitions et de meurtres. Selon le procureur, la “reconstitution historique” des événements “était un outil probant fondamental. Et cela pourrait se faire non seulement à travers les témoignages mais aussi les documents des militaires eux-mêmes. Les rapports de renseignement sur l'affaire sont effrayants [espeluznantes]”. Merci à Mariana Nazar pour le lien. https://www.elcoheteealaluna.com/un-nuevo-paradigma/?fbclid=IwAR3QbT00kdzJc7n3eG2_a5A6SVnnZMLNZg2VfGMTHAdtW2vKUCI6-02eXY

Australie. La Commission de justice Yoo-rook, officiellement créée le 14 mai 2021, est le premier organisme de vérité en Australie. Indépendante à la fois du gouvernement et de l'Assemblée des Premiers Peuples de Victoria, la Commission doit “établir un record officiel de l'impact de la colonisation sur les Premiers Peuples de Victoria en utilisant les histoires des Premiers Peuples” et “faire des recommandations détaillées sur les actions pratiques et les réformes nécessaires pour Victoria”. Le premier rapport de la Commission est attendu d'ici juin 2022, avec un rapport final d'ici juin 2024. <https://www.firstpeoplesvic.org/our-work/truth-telling/yoo-rook-justice-commission/>

La Fondation Healing, en collaboration avec la Société Australienne des Archivistes, propose un programme éducatif en ligne, *Better Access to Stolen Generations Records*, qui souligne l'importance vitale de l'accès aux documents pour les survivants de *Stolen Generations* et leurs descendants qui ont été touchés par les politiques de retrait forcé. <https://healingfoundation.org.au/2021/05/25/archivists-training-package/>

Canada. Le Canada continue d'être ébranlé par la découverte d'un plus grand nombre de tombes anonymes sur les sites d'anciens pensionnats pour enfants des peuples des Premières Nations. La Première Nation de Cowessess a déclaré avoir découvert “des centaines de tombes non marquées » sur le site de l'ancien pensionnat indien de Marieval en Saskatchewan et la bande de Lower Kootenay a déclaré avoir confirmé 182 tombes non marquées à l'ancienne école de la mission St. Eugene en Colombie-Britannique. Le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, a exhorté l'Église catholique à ouvrir tous les documents liés aux pensionnats; l'archevêque de Toronto a qualifié les remarques du Premier ministre de “peu utiles” et a déclaré que les registres paroissiaux avaient été mis à disposition. Cependant, un prêtre parlant au nom des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée a déclaré à *CBC News* que même s'il “s'est engagé à remettre les dossiers de la congrégation”, les noms des anciens membres du personnel des pensionnats ne seront pas répertoriés. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, mai 2021. https://www.vice.com/en/article/akgjxz/182-unmarked-graves-confirmed-at-another-former-catholic-residential-school-in-canada?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=210630; <https://www.cbc.ca/news/canada/saskatchewan/cowessess-graves-unmarked-residential-school-marieval-1.6077797>; https://www.vice.com/en/article/m7eb8n/catholic-church-calls-justin-trudeau-uninformed-amid-demands-it-release-residential-school-records?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=210607

Colombie. L'ancien président Juan Manuel Santos, lors d'un témoignage public devant la commission vérité sur le “scandale des faux positifs” dans lequel des soldats ont assassiné des civils et les a enregistrés comme guérilleros tués au combat, s'est excusé, affirmant avoir demandé “le pardon de toutes les mères et de leurs familles, victimes de cette horreur, du plus profond de mon âme”, a rapporté

Reuters. La Cour spéciale de justice de Colombie a déclaré qu'“ au moins 6 402 personnes ont été tuées et faussement présentées comme des rebelles entre 2002 et 2008”. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, février 2021. <https://kfgo.com/2021/06/11/colombia-ex-president-asks-forgiveness-for-armys-extrajudicial-killings/>

Human Rights Watch a déclaré : “Des membres de la police nationale colombienne ont commis des abus flagrants contre des manifestants pour la plupart pacifiques lors de manifestations qui ont commencé en avril 2021”. Il a reçu “des rapports crédibles faisant état de 68 décès survenus depuis le début des manifestations” (34 confirmés à ce jour) et des cas de détentions massives, de violences sexuelles, de passages à tabac et de 419 personnes portées disparues (“le bureau du procureur général a déclaré avoir trouvé 304 d'entre eux”). HRW est parvenu à ses conclusions après avoir interrogé plus de 150 personnes, examiné “les dossiers de police et médicaux, les rapports d'autopsie et les photos des victimes, les publications des groupes de défense des droits locaux et les rapports des médias”, corroborant “plus de 50 vidéos publiées sur les réseaux sociaux”, et obtenant “des informations sur la réponse du gouvernement aux exactions passées de la police auprès du bureau du médiateur, du bureau de l'inspecteur général et des ministères de la Défense et de l'Intérieur”.

Le 21 juin, le bureau du procureur général a déclaré que 84 personnes étaient toujours portées disparues, mais le *Washington Post* a déclaré que “des groupes de défense des droits de l'homme disent avoir enregistré jusqu'à 700 cas, avec quelques difficultés”, en s'appuyant sur les médias sociaux pour obtenir des preuves. Le 29 juin, l'Institut d'études pour le développement et la paix (INDEPAZ) et l'ONG *Temblores* ont publié un rapport intitulé “Figures of Violence”, affirmant que “le terrorisme d'État et les actions paramilitaires ont fait 75 morts depuis le début de la grève nationale le 28 avril”, a rapporté *teleSur*. Il a blâmé les membres de l'Escouade mobile anti-émeute (ESMAD) pour 44 des meurtres. Il a également déclaré que “les ONG colombiennes ont enregistré 3 486 cas de violence policière” pendant la grève et 1 832 personnes détenues arbitrairement, dont 1 468 ont signalé des abus physiques.

<https://www.hrw.org/news/2021/06/09/colombia-egregious-police-abuses-against-protesters#>;

<https://www.washingtonpost.com/world/2021/06/21/colombia-protests-missing-disappeared/>; https://www.telesurenglish.net/news/Colombia-Police-Brutality-Leaves-75-Citizens-Killed-so-Far-20210629-0002.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=12

République Démocratique du Congo. Le Groupe d'experts de l'ONU sur la République démocratique du Congo a envoyé un rapport au Conseil de sécurité. C'est une lecture lourde : presque tous les types de violation du droit économique, des droits de l'homme ou du droit humanitaire sont décrits. Le Groupe a déclaré qu'après avoir examiné 45 vidéos sur les réseaux sociaux, il n'avait pas trouvé de “preuve concluante” que l'État islamique exerçait “le commandement et le contrôle” sur les opérations du groupe armé Forces démocratiques alliées. “Compte tenu de la nature du conflit en République démocratique du Congo, peu de documents apportent la preuve définitive des transferts d'armes, du recrutement, de la responsabilité du commandement pour de graves violations des droits humains et de l'exploitation illégale des ressources naturelles. Le Groupe s'est donc appuyé sur des témoignages oculaires de membres des communautés locales, d'anciens et actuels combattants de groupes armés. Le Groupe a également examiné les témoignages d'experts de représentants gouvernementaux et d'officiers militaires de pays de la région des Grands Lacs et d'autres pays, ainsi que de sources des Nations Unies. Le Groupe a corroboré les informations en utilisant au moins trois sources indépendantes et fiables”. Ce manque de documentation rend les records du Groupe d'une importance vitale pour tout futur mécanisme de responsabilité. <https://digitallibrary.un.org/record/3929117?ln=en#record-files-collapse-header>

Équateur. L'“Université des Forces armées (ESPE) et la Fondation *Aldea* ont présenté une étude montrant que 1 095 enfants sont devenus orphelins” à la suite des 840 féminicides survenus en Équateur entre 2014 et 2020, a rapporté *teleSUR*. Les auteurs ont déclaré : “Ces données sont celles qui pourraient être collectées auprès de l'alliance pour la cartographie des féminicides en Équateur et nous savons qu'il s'agit d'informations incomplètes, en particulier pour les années 2014, 2015 et 2016”.

https://www.telesurenglish.net/news/Victims-of-Femicides-Left-1095-Orphan-Children-in-Ecuador-20210607-0004.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=12

El Salvador. La Cour suprême a ordonné au procureur général de “lancer une enquête pénale sur la disparition forcée” de trois personnes par la police et les forces armées pendant la guerre civile de 1980-1992 et de “déterminer la situation matérielle des victimes et d'inculper, juger et punir les responsables”, a rapporté *l'AFP*. Les dossiers de la commission vérité d'El Salvador, désormais conservés dans les archives de l'ONU, pourraient être utiles. <https://www.france24.com/en/live-news/20210622-el-salvador-orders-probe-into->

[people-who-disappeared-in-civil-war?emci=ac2dba37-53d3-eb11-a7ad-501ac57b8fa7&emdi=fa091d50-54d3-eb11-a7ad-501ac57b8fa7&ceid=4606001](https://www.wola.org/2021/06/el-salvador-cicies-oas/)

Le 4 juin, El Salvador a mis fin à son accord de coopération de 2019 avec l'Organisation des États américains (OEA) pour soutenir une Commission internationale contre l'impunité au Salvador (CICIES). Le Bureau des ONG de Washington sur l'Amérique latine, le Groupe de travail sur l'Amérique latine et la Fondation *Due Process of Law* ont appelé l'OEA à “rendre publiques les enquêtes de la Commission afin que les citoyens puissent utiliser les informations et les mécanismes existants pour défendre leurs droits violés par les corrompus”. Aucune information n'a été donnée sur l'endroit où les dossiers de CICIES sont ou seront conservés. <https://www.wola.org/2021/06/el-salvador-cicies-oas/>

Selon les données du bureau du procureur général, “plus de trois personnes ont disparu chaque jour en moyenne au cours des quatre premiers mois” de 2021, ce qui est “plus du double du nombre de disparitions au cours de la même période en 2020”, a rapporté *The Intercept*. Un rapport de l'ONG salvadorienne *Foundation for Studies of Application of Law* (FESPAD) estime que 20 000 Salvadoriens sont portés disparus depuis 2014, “bien que le pays ne dispose pas d'une base de données officielle sur les personnes disparues”. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, avril 2021. https://theintercept.com/2021/06/13/el-salvador-missing-people-disappearances/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter

Communities of Faith Organizing in Action (COFOA) “(COFOA) “ont élaboré une lutte pour les droits fonciers, représentant des centaines de milliers de Salvadoriens privés de leurs droits qui ont acheté des terrains à des promoteurs mais n'ont pas obtenu la propriété légale, parfois des décennies après avoir payé le solde dû”, a signalé l'ONG *Waging Nonviolence*. Le directeur de COFOA a déclaré que “les promoteurs immobiliers qui acceptent les paiements de lots et font des promesses de transfert de titres ont pendant des décennies échappé ou simplement défié un système national d'enregistrement de la propriété - connu sous le nom de Centre national d'enregistrement - qui est responsable de l'attribution de ces droits”. Sans titre, les résidents “ne peuvent pas accéder aux services de base comme l'eau et l'électricité car l'accès est accordé aux propriétaires”. <https://wagingnonviolence.org/2021/06/el-salvador-land-rights-renacer-cofoa/>

Éthiopie. *VICE News* a rapporté : “Des vidéos et des images prises en mai à l'hôpital Shere ... dans le nord-ouest du Tigré montrent de jeunes enfants émaciés, y compris des bébés, allongés sur des lits d'hôpitaux, alors qu'ils reçoivent un traitement pour malnutrition sévère. Les photos, vérifiées auprès de plusieurs sources de l'hôpital, brossent un tableau sombre de la situation sur le terrain”. *VICE* n'a pas publié les images complètes “en raison de leur nature angoissante et parce que les enfants sont tous identifiables”. https://www.vice.com/en/article/m7e78p/ethiopia-denies-theres-a-famine-in-tigray-we-obtained-photos-of-starving-children?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=210619

La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a annoncé que la Commission d'enquête sur le Tigré avait commencé ses travaux le 17 juin. L'enquête doit “enquêter sur les allégations de violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire et de rassembler toutes les informations pertinentes afin de déterminer si les allégations constituent des violations graves et massives des droits de l'homme”. <https://www.achpr.org/pressrelease/detail?id=583>

Guatemala. Le juge Miguel Angel Galvez de la *High Risk Court B* a ordonné à six anciens officiers militaires de comparaître pour leurs rôles dans les enlèvements, les disparitions et les décès de 183 personnes entre 1983 et 1985 qui ont été enregistrés dans le journal de l'escadron de la mort (*Diario Militar*). Al Jazeera a déclaré que “les accusations concernent 20 victimes individuelles, sur la base de témoignages et de documents rassemblés au cours de plus de deux décennies”. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, mai 2021. <https://www.prensalibre.com/guatemala/justicia/caso-diario-militar-ligan-a-proceso-a-6-militares-en-retiro-sindicados-por-desapariciones-forzadas-durante-el-conflicto-armado-breaking/>
<https://www.aljazeera.com/news/2021/6/13/guatemala-relatives-of-civil-war-disappeared-hopeful-for-justice?emci=762af178-ddcd-eb11-a7ad-501ac57b8fa7&emdi=01d1e2e4-dfed-eb11-a7ad-501ac57b8fa7&ceid=4606001>

Inde. “La société de technologie Microsoft dirigera un projet pilote pour AgriStack du ministère de l'Agriculture dans 100 villages de 6 États indiens afin de ‘développer (a) une interface agricole pour une agriculture intelligente et bien organisée’ visant à améliorer l'efficacité et à réduire les déchets. Chaque

agriculteur disposera d'une identification numérique unique contenant des informations personnelles, des informations sur les terres qu'il exploite, ainsi que des informations sur la production et les finances. Chaque pièce d'identité sera liée à la pièce d'identité nationale numérique de l'individu, Aadhaar", a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Les ONG se sont plaintes que "le projet est mis en œuvre sans consultation avec les agriculteurs et sans cadre juridique pour protéger leurs données personnelles ». En outre, le déploiement d'Aadhaar a été troublé et les communautés pastorales, les Dalits de basse caste et les peuples autochtones "ne font toujours pas partie des systèmes de données et ne sont pas reconnus comme des agriculteurs", ce qui les exclurait de tout avantage que le système pilote pourrait fournir, a déclaré l'Alliance des ONG pour une agriculture durable et holistique. <https://news.trust.org/item/20210624135448-3flfq/>

Iran. Javed Rehman, le rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, "a appelé à une enquête indépendante sur les allégations d'exécutions ordonnées par l'État de milliers de prisonniers politiques en 1988 et le rôle joué par le président élu Ebrahim Raisi en tant que procureur adjoint de Téhéran", a rapporté Reuters. Il a déclaré qu'"au fil des ans, son bureau a rassemblé des témoignages et des preuves" sur les meurtres de 1988 et est "préoccupé par les informations selon lesquelles certaines" fosses communes "sont détruites dans le cadre d'une dissimulation continue". <https://www.reuters.com/world/middle-east/exclusive-un-expert-backs-probe-into-irans-1988-killings-raisis-role-2021-06-29/>

Israël. L'armée israélienne a déclaré qu'elle "prévoyait de réduire le nombre de raids nocturnes très controversés contre des maisons palestiniennes", a rapporté *Middle East Monitor*. Les raids, censés être "à des fins de renseignement", ont fait entrer des soldats dans des maisons au milieu de la nuit pour "documenter les dimensions et les habitants des maisons dans les territoires palestiniens occupés", une pratique appelée "cartographie du renseignement". L'ONG *B'Tselem* a déclaré à *Haaretz* qu'en 2020 les forces israéliennes ont effectué "au moins" 3 000 raids nocturnes et sont entrées "au moins" dans 2 480 maisons "et ce fut une année relativement calme". En supposant que les rapports des raids soient conservés dans les archives des services de renseignement, à l'avenir, ce serait une documentation utile sur l'état du logement palestinien. <https://www.middleeastmonitor.com/20210617-israel-to-curb-controversial-night-raids-on-palestinian-homes/>

Mali. Suite au rapport du Secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité du 1er juin déclarant qu'au cours des 3 derniers mois il y avait eu "une détérioration significative de la situation des droits de l'homme, principalement en raison d'une augmentation de la violence contre les civils », le Conseil de sécurité a prolongé mission au Mali (MINUSMA) pour une autre année et lui a explicitement demandé de "redoubler d'efforts pour surveiller, documenter, mener des missions d'établissement des faits, aider à enquêter et faire rapport publiquement et régulièrement au Conseil de sécurité, sur les violations du droit international humanitaire et sur les violations et violations des droits de l'homme, y compris toutes les formes de violence sexuelle et sexiste, la traite des personnes et les violations et abus commis contre les femmes et les enfants à travers le Mali et de contribuer aux efforts visant à prévenir ces violations et abus, notamment en assurant la liaison avec les partenaires concernés, comme approprié". Le rapport note que la MINUSMA continue de soutenir la Commission Vérité, Justice et Réconciliation du Mali qui, au 11 mai, avait "enregistré" 20 451 dépositions, "dont la moitié ont été faites par des femmes". La gestion des archives volumineuses de la Commission est une tâche importante. https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/s_2021_519_e.pdf
https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/resolution_2584_2021.pdf

Mexique. La Cour suprême de justice a entendu l'affaire Victor Alvarez Damian qui "a disparu de force le 11 décembre 2013 dans le port de Veracruz". Sa mère, ne faisant pas confiance aux efforts des autorités mexicaines pour le retrouver, a demandé au Comité des Nations Unies sur les disparitions forcées (CED) une action urgente, qui est "une demande du Comité à l'État partie de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour rechercher et localiser une personne disparue et enquêter sur sa disparition", que le Comité a ensuite publié. Le procureur et le tribunal de district de Veracruz ont refusé de reconnaître l'instruction de l'ONU, et la mère a fait appel devant la Cour suprême pour obtenir son exécution. La Cour a déclaré que la conformité de l'État à une action urgente est "obligatoire". Selon le cabinet d'avocats public IDHEAS, qui a intenté l'action, la décision "créé un précédent" pour obliger le Mexique "à se conformer à plus de 450 cas d'Actions urgentes de personnes

disparues » ordonnées par le CED au Mexique. <https://www.idheas.org.mx/english-version/in-a-historic-decision-mexican-supreme-court-of-justice-recognized-that-urgent-actions-issued-by-the-un-are-binding-and-mandatory-for-all-state-authorities-responsible-of-searching-and-investigating-m/>

Un article d'un avocat du personnel de l'ONG *Centro Prodh* décrivait le “système de détention préventive abusif” du Mexique, avec des violences sexistes à l'encontre des femmes détenues, violées et contraintes de signer de faux aveux. *Centro Prodh* “a documenté plus de 30 cas dans lesquels des agents de la sécurité publique ont utilisé la torture sexuelle pour procéder à des arrestations contre des femmes et les contraindre à participer à des enquêtes criminelles”. <https://www.opensocietyfoundations.org/voices/challenging-mexico-s-abusive-preventative-detention-system>

Mozambique. “En analysant les données de l'organisation de cartographie de crise *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)*”, l'ONG *Save the Children* “a identifié au moins 51 cas confirmés d'enlèvements d'enfants au cours de l'année dernière”, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. De plus, le Comité International de la Croix-Rouge a déclaré avoir “enregistré plus de 2 600 appels ... entre septembre 2020 et avril 2021 de personnes ayant perdu la trace de membres de leur famille, dont la plupart sont de jeunes adultes et des enfants”. <https://news.trust.org/item/20210608215139-frkxj/>

Nicaragua. *Human Rights Watch* a publié un rapport sur le harcèlement et la détention d'opposants, de défenseurs des droits et de journalistes avant les élections dans le pays. Il a interrogé 53 personnes au Nicaragua, “examiné des photos et des vidéos prises lors d'arrestations, ainsi que des reportages dans les médias et des publications d'organisations locales et internationales de défense des droits humains” et a rapporté qu'entre le 2 et le 20 juin, les autorités “ont détenu et ouvert des enquêtes criminelles apparemment à motivation politique contre 5 principaux candidats à la présidentielle de l'opposition et au moins 9 éminents critiques du gouvernement. Les ONG de défense des droits humains ont signalé que 124 personnes “perçues comme des critiques étaient toujours détenues arbitrairement en juin 2021”. <https://www.hrw.org/news/2021/06/22/nicaragua-crackdown-critics-ahead-election#>

Pakistan. “Selon des données partielles compilées par le Portail du terrorisme d'Asie du Sud ... au moins 66 journalistes ont été tués et 27 autres blessés” entre le 6 mars 2020 et le 6 juin 2021 par du personnel gouvernemental et non gouvernemental, a déclaré la *South Asia Intelligence Review*. “Les atrocités infligées aux journalistes baloutches nécessitent une mention spéciale”, avec des violences qui se produisent à la fois au Pakistan et en Europe ; un journaliste baloutche qui a fui le Pakistan et a trouvé l'asile politique en Suède y a été tué en 2020”. <https://www.satp.org/south-asia-intelligence-review-Volume-19-No-50>

Paraguay. Le ministère de la Santé tient une base de données publique de toutes les personnes qui ont été vaccinées contre le COVID-19, répertoriant le nom, le lieu de vaccination, le type de vaccin et le nombre de doses, a rapporté *Bloomberg*. Les gens peuvent “demander à ne pas figurer sur la liste publique, mais jusqu'à présent, personne n'a demandé à être anonyme”, a déclaré un vice-ministre de la Santé, qualifiant la base de données “d'outil de contrôle public” pour s'assurer que seules les personnes éligibles au vaccin l'obtiennent. <https://www.aljazeera.com/economy/2021/6/11/paraguay-publishes-names-of-the-vaccinated-to-stop-COVID-cheaters?emci=762af178-ddcd-eb11-a7ad-501ac57b8fa7&emdi=01d1e2e4-dfcd-eb11-a7ad-501ac57b8fa7&ceid=4606001>

Philippines. La procureure de la Cour pénale internationale a annoncé qu'elle avait “sollicité l'autorité judiciaire pour ouvrir une enquête » sur la “guerre contre la drogue” menée par le gouvernement philippin entre le 1er juillet 2016 et le 16 mars 2019, affirmant qu’“il y a des motifs raisonnables de croire que le crime contre l'humanité de meurtre a été commis” par des membres de la police nationale philippine “et d'autres personnes agissant de concert avec eux”. Le Bureau dispose “d'une grande quantité d'informations accessibles au public”, a déclaré le procureur, et il a “pris un certain nombre de mesures pour recueillir et conserver des preuves, en prévision d'une éventuelle enquête”. <https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=210614-prosecutor-statement-philippines>

Russie. La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) a publié “Russie : ‘Crimes contre l'Histoire’”. Il s'agit d'un aperçu important de la “situation des droits de l'homme des historiens, des ONG, des militants, des journalistes et d'autres producteurs d'histoire travaillant sur la mémoire historique du passé soviétique en Russie”. Sur la base d'entretiens en Russie, “d'analyses de sources juridiques primaires et secondaires, de rapports publics, d'articles et d'archives audiovisuelles”,

la FIDH a rapporté la criminalisation de la parole, la censure, le refus d'accès aux archives, les restrictions sur les événements publics, la persécution de la société civile acteurs, la propagande de l'État, la destruction de monuments commémoratifs et l'incapacité à remédier aux crimes de l'ère soviétique, et lesdits crimes ont été commis contre la liberté d'expression, d'association et de réunion, les droits au travail, la liberté, un procès équitable, d'être à l'abri de la torture et d'autres formes de mauvais traitements, vie privée et recours effectif. La section sur le refus d'accès aux archives s'ouvre sur la déclaration : “La démocratisation des structures de pouvoir est impossible sans un débat public, et un débat n'est pas possible sans accès aux archives. Parmi les recommandations : “Déclasser toutes les archives des services de sécurité soviétiques et garantir un accès public complet à celles-ci”.

<https://www.fidh.org/en/region/europe-central-asia/russia/russia-history-producers-attacked-as-regime-attempts-to-control>

Bellingcat, *The Insider Russia* et *Der Spiegel* ont publié un rapport sur l'empoisonnement apparent en avril 2019 de l'écrivain russe et critique du gouvernement russe Dmitry Bykov par les mêmes méthodes que l'empoisonnement d'Alexey Navalny. En utilisant des sources allant des records de vol d'avion, des records d'hôtel, des records médicaux (avec la permission de Bykov), des enregistrements d'appels téléphoniques et les récits de voyage de trois agents du FSB (service de sécurité russe), les partenaires de recherche ont trouvé des corrélations significatives entre les voyages des membres du L'escouade du FSB et l'empoisonnement jusqu'alors inexpliqué de Bykov. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, janvier et février 2021. <https://www.bellingcat.com/news/2021/06/09/russian-poet-dmitry-bykov-targeted-by-navalny-poisoners/>

Syrie. *The Day After*, une ONG, a publié 4 documents de recherche sur l'état du logement, de la propriété et des droits fonciers en Syrie. Les deux premiers articles se concentrent sur les records immobiliers et “illustrent comment les records immobiliers ne reflètent pas pleinement l'état des propriétés”. Un ancien ministre du Logement a déclaré “qu'il existe un écart de plus de 40 % dans certaines régions entre les terres/propriétés enregistrées et les terres/propriétés réelles détenues par les citoyens”. Le premier document expliquait : “L'institution qui supervisait officiellement la documentation immobilière, la Direction générale des intérêts immobiliers, travaillait avec des documents papier et les distribuait à diverses sous-directions et bureaux subsidiaires dans les provinces syriennes. Par conséquent, lorsque les régions ont commencé à tomber aux mains de l'opposition, et en dehors du contrôle du régime, la base de données centrale des propriétés immobilières du pays a été dispersée entre les différentes forces militaires qui contrôlaient ces territoires”. Un regard révélateur sur les futurs problèmes d'établissement du titre de propriété. <https://tda-sy.org/2021/04/15/the-state-of-housing-property-and-land-rights-in-syria/>

Afin “d'évaluer si la documentation peut aider les gens à parvenir à une compréhension commune” d'un conflit et “si oui, quels types de documentation seraient les plus efficaces à cette fin”, les ONG *Syria Justice and Accountability Center* et *Syrians for Truth and Justice* s'est associé à une enquête dans le nord-ouest de la Syrie dans la zone hors du contrôle du gouvernement. Ils ont conclu : “La documentation, qui peut servir ... à des fins multiples, devrait chercher à s'inscrire à la fois comme neutre et faisant autorité, d'une part, et participatif et informé par les expériences communautaires et individuelles d'autre part. Le rapport du projet comprend utilement les questions de l'enquête. https://syriaaccountability.org/wp-content/uploads/FOR-WEB-ENG_SJAC-Truth-Report_final.pdf

Ouganda. “Depuis 2015, le gouvernement a délivré plus de 25 000 certificats de propriété coutumière ... fournissant aux propriétaires fonciers coutumiers des preuves documentaires de leur tenure dans le but de réduire les conflits fonciers et d'améliorer la sécurité financière des familles rurales”, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Mais les dirigeants communautaires affirment que “les titres vont à l'encontre des concepts traditionnels de propriété”, un problème grave dans un pays où plus de 75 % des terres sont sous régime coutumier. Un “militant des droits fonciers” qui “craint que la documentation n'entraîne l'individualisation des terres coutumières, leur conversion en propriété franche et leur vente” a déclaré : “Les systèmes étatiques et le système coutumier sont vraiment très différents. C'est comme essayer de changer une mangue en orange”. <https://news.trust.org/item/20210601112117-udjzv/>

Des chercheurs de l'Université de New York et des ONG *Unwanted Witness* et *l'Initiative for Social and Economic Rights* ont publié un rapport sur le système national d'identification numérique de l'Ouganda, Ndaga Muntu, 6 ans après son lancement, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. À l'aide de statistiques officielles, les chercheurs ont estimé que jusqu'à un tiers des adultes ougandais n'ont pas de

carte d'identité numérique, “de nombreux autres étant confrontés à des erreurs sur leur carte ou incapables de remplacer les pièces d'identité perdues ou volées”. L'identification numérique “est désormais obligatoire pour accéder aux services publics et privés” tels que les soins de santé, les prestations sociales, le vote ou l'ouverture d'un compte bancaire ; des femmes enceintes ont été refoulées des centres de santé et des personnes âgées privées de prestations sociales, le tout faute de carte. <https://news.trust.org/item/20210608164054-imkqe/> ; <https://chrgj.org/wp-content/uploads/2021/06/CHRGJ-Report-Chased-Away-and-Left-to-Die.pdf>

Royaume-Uni. Le département gouvernemental du numérique, de la culture, des médias et des sports (DCMS) a déclaré: “La messagerie instantanée (via *Google Workspace*) peut être utilisée de préférence par courrier électronique pour les communications de routine lorsqu'il n'est pas nécessaire de conserver une trace de la communication”, a rapporté le *Guardian*. “Les militants de la transparence ont exprimé leur inquiétude” face à l'utilisation de messages d'autodestruction, affirmant que “des informations qui pourraient être utiles à une enquête publique, ou qui entreraient dans le cadre d'une demande d'accès à l'information, pourraient en conséquence être perdues”. Les Archives nationales font partie du DCMS. Merci à Giulia Barrera pour le lien. https://www.theguardian.com/politics/2021/jun/13/uk-government-admits-ministers-can-use-self-deleting-messages?CMP=Share_AndroidApp_Other

Le Bureau d'Investigation du Journalisme a publié un rapport sur les abus commis par des policiers à l'encontre de leurs partenaires domestiques. Selon les réponses aux demandes de FOI, “des policiers et du personnel de tout le Royaume-Uni ont été signalés pour des allégations de violence domestique près de 700 fois au cours des trois années jusqu'en avril 2019 ... plus de 4 fois par semaine en moyenne. En Angleterre et au Pays de Galles, seulement 3,9% des cas se sont soldés par une condamnation “contre 6,2% dans la population générale”. Et moins d'un quart des signalements ont abouti à “toute sorte de discipline professionnelle”. <https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2021-06-15/years-of-living-in-fear-police-still-failing-partners-of-violent-officers>

Le gouvernement a publié un examen de la façon dont les cas de viol des victimes adultes (84 % sont des femmes) sont traités. Il “a révélé que les poursuites et les condamnations pour viol d'adultes ont diminué de 59 % et 47 % respectivement depuis 2015-2016, le nombre de viols signalés ayant presque doublé depuis lors, passant d'environ 24 000 à environ 43 000 en 2019-2020”, a rapporté *Axios*. Le rapport a également “estimé que moins de 20 % des victimes de viol signalent leurs agressions à la police, ajoutant qu'il y a probablement environ 128 000 victimes chaque année”. <https://www.axios.com/uk-government-apology-rape-victims-statistics-937c20ef-49d0-40c3-869c-665b1231d9ef.html>

États-Unis. *AP* a enquêté sur des armes militaires américaines disparues qui ont par la suite été utilisées dans des crimes violents. Il a constaté qu’“au moins 1 900 armes à feu militaires américaines ont été perdues ou volées au cours des années 2010”, mais parce que “l'armée et l'armée de l'air ne pouvaient pas facilement dire à *AP* combien d'armes ont été perdues ou volées” au cours des années 2010, “*AP* a construit sa propre base de données, en utilisant de nombreuses demandes fédérales en vertu de la *Freedom of Information Act* pour examiner des centaines de dossiers criminels militaires ou de rapports de perte de biens, ainsi que des analyses militaires internes et des données provenant de registres d'armes légères. La Marine disposait de données montrant que 211 armes à feu avaient été déclarées perdues ou volées et 63 récupérées, et les Marines ont déclaré que 204 armes à feu avaient été perdues ou volées et 14 récupérées. “Pour comptabiliser les armes manquantes, le Pentagone s'appuie sur les rapports d'incidents des services, qu'il ne conserve que trois ans”. Les services d'information sur la justice pénale du FBI “ont déclaré que 22 armes à feu émises par l'armée américaine avaient été utilisées dans un crime au cours des années 2010”, mais *AP* a trouvé au moins un cas qui ne figurait pas dans les archives du FBI. https://apnews.com/article/government-and-politics-business-gun-politics-crime-6caba27108d05a8b7c1860959d1ae130?utm_source=Sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=June15_MorningWire&utm_term=Morning%20Wire%20Subscribers; <https://apnews.com/article/al-state-wire-business-gun-politics-army-government-and-politics-9b85eb5aa443564f5a2bbbedd1530dbfe>

Une équipe composée de 5 universités américaines a étudié l'impact sur les adolescents de la violence armée meurtrière à proximité. Ils ont “lié les données nationales sur les incidents mortels de violence armée des archives de la violence armée à la vague de 15 ans de la *Fragile Families and Child Wellbeing Study*”, une cohorte d'enfants nés entre 1998 et 2000 dans les grandes villes des États-Unis, et ont constaté que 21 % des adolescents vivaient ou allaient à l'école à moins de 500 mètres d'un

incident mortel de violence armée au cours de l'année précédente, ont-ils rapporté dans *Health Affairs*. Seulement 4 % des enfants blancs se situaient dans cette fourchette, mais 36 % des adolescents noirs et 29 % des adolescents hispaniques l'étaient. "Parce que l'exposition à la violence nuit à la santé", à la fois physique et psychologique, la réduction de la violence armée améliorerait le bien-être.

https://www.healthaffairs.org/doi/full/10.1377/hlthaff.2020.02295?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=d27493aa0d-MR_COPY_02&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-d27493aa0d-149736437

"Des actes manquants et des lois faibles signifient que les lieux de sépulture des Noirs et des Amérindiens à travers le pays ont été négligés, oubliés ou ciblés par les développeurs", a rapporté la Fondation Thomson Reuters. En Floride, l'État a créé un groupe de travail pour étudier la question. Et la découverte des fosses communes dans d'anciennes écoles pour les enfants des Premières Nations au Canada a conduit le département américain de l'Intérieur (qui contrôlait des écoles américaines similaires) à annoncer la "*Federal Indian Boarding School Initiative*" pour identifier les sites où il pourrait y avoir eu des enterrements des élèves, en utilisant les archives du ministère dans les "Archives nationales et le dépôt des dossiers des Indiens d'Amérique, ainsi que les dossiers conservés par les organisations non gouvernementales qui gèrent les pensionnats indiens". Un rapport final est attendu le 1er avril 2022. <https://news.trust.org/item/20210619085941-ch2tn/>; <https://www.doi.gov/sites/doi.gov/files/secint-memo-esb46-01914-federal-indian-boarding-school-truth-initiative-2021-06-22-final508-1.pdf>

Le département d'État a annoncé qu'il "ajouterait une troisième option de genre sur les passeports américains pour les personnes qui ne se définissent pas comme homme ou femme" et que les personnes "n'auraient plus besoin de fournir de certificat médical si elles voulaient changer le sexe sur leur passeport", a rapporté la Fondation Thomson Reuters. <https://news.trust.org/item/20210630164621-0atow/>

Lectures recommandées.

Centre de droit humanitaire, Belgrade, "Document d'orientation : Octroyer des demandes de dédommagement aux victimes de violences sexuelles dans les procédures pour crimes de guerre devant les tribunaux serbes": https://hlc-rdc.org/wp-content/uploads/2021/06/Policy_Paper_-_ENG.pdf

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), mise à jour de "Responsabilité des entreprises en cas d'abus des droits de l'homme : Guide à l'intention des victimes et des ONG sur les mécanismes de recours": <https://corporateaccountability.fidh.org/>

Pro-Busqueda et Dejusticia, multimédia "Chemins de recherche pour les disparus. Une visite guidée à travers l'espoir": <https://www.swisspeace.ch/news/virtual-guided-tour-los-caminos-de-la-busqueda>

Janet H. Anderson, "Karim Khan devient procureur de la CPI," *justiceinfo.net*: <https://www.justiceinfo.net/en/78612-karim-khan-takes-over-as-icc-prosecutor.html>

Moustafa Ayad, Amarnath Amarasingam, Audrey Alexander, "Le califat des nuages : archiver l'État islamique en temps réel": <https://ctc.usma.edu/the-cloud-caliphate-archiving-the-islamic-state-in-real-time/>

Elizabeth Barnert and others, "Utiliser l'ADN pour réunir des familles de migrants séparés," *Science*, 11 Juin: [sciencemag.org](https://www.sciencemag.org)

Rina Chandran, "Chansons, contes, poteries : les réfugiés préservent leur patrimoine dans des archives numériques", *Thomson Reuters Foundation*: <https://news.trust.org/item/20210618154528-v0mne/>

S'il vous plaît partagez des nouvelles avec nous! trudy@trudypeterson.com

Pour voir les anciens numéros, voir <https://www.ica.org/en/sahr-newsletters>

La Section des archives et des droits de l'homme remercie le magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* pour avoir géré la distribution des *Nouvelles SADH*. Pour vous abonner aux News, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Cette newsletter est publiée sous une licence Creative Commons. N'hésitez pas à le diffuser davantage et à le réutiliser à des fins non commerciales.

(Traduction française : Rémi DUBUISSON)